



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de l'enseignement scolaire**

Service de l'accompagnement des politiques éducatives
Sous-direction de l'action éducative
Mission chargée de la prévention des violences
en milieu scolaire
DGESCO C2-MPVMS
D2022-006978
Affaire suivie par :
Mélina Snieg
Tél : 01 55 55 52 17
Mél : melina.snieg@education.gouv.fr

110 rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

Paris, le 13 juillet 2022

Le ministre de l'éducation nationale
et de la jeunesse

à

Mesdames les rectrices
et Messieurs les recteurs de région académique

Mesdames les rectrices
et Messieurs les recteurs de région académique

Mesdames les rectrices et Messieurs les recteurs
d'académie

Mesdames les directrices et Messieurs les directeurs
académiques des services de l'éducation nationale

Objet : Lutte contre le harcèlement en milieu scolaire

Nouvelle étape dans la généralisation du programme pHARe à la rentrée 2022

Références : Courrier du 8 juin 2021 ; circulaire de rentrée du 29 juin 2022.

Après avoir été expérimenté pendant deux ans dans six académies (Aix-Marseille, Nice, Toulouse, Strasbourg, Rennes, Normandie), le programme de lutte contre le harcèlement à l'école ("pHARe") a été généralisé à l'ensemble des académies dès la rentrée 2021. À ce jour, 40 % des collèges (2 297) et 30 % des écoles élémentaires (9 002) sont engagés dans pHARe. Cette très forte mobilisation témoigne de l'engagement des équipes contre ce fléau.

Mise en œuvre du programme pHARe dans les écoles élémentaires et établissements

La lutte contre le harcèlement nous concerne tous. C'est pourquoi le programme « pHARe » devra être obligatoirement mis en œuvre à la rentrée 2022 dans toutes les écoles élémentaires et tous les collèges publics. L'enjeu du passage au « 100 % pHARe » est qualitatif et non quantitatif. Nous devons former et accompagner tous les personnels qu'il engage, avec une attention particulière pour les écoles élémentaires. En effet, environ 50 % des signalements transmis par le 30 20 dans l'application Stop Harcèlement concernent désormais le 1^{er} degré.

Cette généralisation s'inscrit pleinement dans les ambitions rappelées par la loi du 22 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire qui prévoit que « *Les établissements d'enseignement scolaire et supérieur publics et privés ainsi que le réseau des œuvres universitaires prennent les mesures appropriées visant à lutter contre le harcèlement dans le cadre scolaire et universitaire. Ces mesures visent notamment à prévenir l'apparition de situations de harcèlement, à favoriser leur détection par la communauté éducative afin d'y apporter une réponse rapide et coordonnée et à orienter les victimes, les témoins et les auteurs, le cas échéant, vers les services appropriés et les associations susceptibles de leur proposer un accompagnement. Une information sur les risques liés au harcèlement scolaire, notamment au cyberharcèlement, est délivrée chaque année aux élèves et parents d'élèves* ».

PJ : Fiche de désignation des superviseurs académiques de pHARe.

Le programme pHARe répond à ces exigences, grâce à la combinaison de :

- la formation d'équipes ressources : au moins cinq personnels par collège et cinq personnels par circonscription du 1^{er} degré bénéficient, dans le cadre de pHARe, de huit journées de formation, échelonnées sur deux ans, relatives au repérage et à la prise en charge des situations d'intimidations et de harcèlement entre élèves ;
- l'élaboration d'un protocole de prise en charge des situations par ces équipes ressources, qui s'inscrit dans un plan plus large de prévention des violences et du harcèlement de l'établissement ;
- 10 heures annuelles d'apprentissages pour les élèves du CP à la 3^e, consacrées à la prévention du harcèlement ;
- plusieurs ateliers de sensibilisation organisés par les écoles et les établissements à l'attention des parents d'élèves ;
- plusieurs temps forts sur lesquels le programme prend appui (Journée nationale, concours Non au harcèlement, *Safer Internet Day*), qui sont autant d'occasions d'informer et de prévenir les phénomènes de harcèlement ;
- la désignation et la formation d'élèves ambassadeurs contre le harcèlement dans les collèges (plus de 20 000 pour l'année scolaire 2021-2022).

En pratique, toutes les écoles élémentaires et tous les collèges seront automatiquement enregistrés et leurs comptes activés dans la plateforme pHARe.

L'adhésion au programme devra être précisée dans le projet d'école ou d'établissement, afin de satisfaire aux dispositions de l'article L. 543-1 du code de l'éducation introduit par la loi du 22 mars 2022 qui dispose que « *le projet d'école ou d'établissement mentionné à l'article L. 401-1 fixe les lignes directrices ou les procédures destinées à la prévention, à la détection et au traitement des faits constitutifs de harcèlement* ».

Dès la rentrée, les chefs d'établissement et directeurs d'école dont les établissements n'étaient pas engagés dans le programme en 2021-2022 pourront se connecter à pHARe pour valider la charte d'engagement. Les différentes équipes impliquées dans le programme pourront alors être renseignées sur la plateforme :

- l'équipe ressource, qui suivra les formations académiques et prendra en charge les situations de harcèlement, sera renseignée par le chef d'établissement ou l'IEN de la circonscription ;
- l'équipe programme, chargée de mettre en œuvre les 10 h annuelles d'apprentissages, sera renseignée par le chef d'établissement ou le directeur d'école ;
- et, dans les collèges seulement, le référent des ambassadeurs collégiens sera renseigné par le chef d'établissement également.

Les personnels accèderont ainsi aux nombreuses ressources déjà en ligne sur la plateforme.

Pilotage académique

Le comité de pilotage académique de pHARe joue un rôle central dans le déploiement du programme et veille au respect de la stratégie globale prévention et d'intervention sur laquelle il est fondé. À ce titre, votre présence, dans la mesure du possible, constitue un élément important pour la réussite du dispositif.

Vous avez désigné 260 superviseurs académiques sur l'ensemble du territoire, qui ont accès à la plateforme numérique pHARe pour travailler sur les contenus de formation des équipes ressources et suivre le déploiement du programme dans les territoires. La mission chargée de la prévention des violences en milieu scolaire (MPVMS) continuera, tout au long de l'année prochaine, de les accompagner dans cette fonction essentielle à la mise en œuvre du programme.

À cet effet, je vous remercie de bien vouloir renseigner le formulaire ci-joint de désignation des superviseurs pour l'année scolaire 2022-2023 et de le retourner **avant le 22 juillet** à l'adresse : stopharcelement@education.gouv.fr.

Sensibilisation en début d'année scolaire et diffusion des numéros d'appel

Je souhaite enfin attirer votre attention, comme indiqué dans la circulaire de rentrée, sur la nécessité de sensibiliser tous les élèves, suivant leur âge, dès les premiers jours de la rentrée, au phénomène du harcèlement et du cyberharcèlement.


A cette fin, je vous rappelle que les deux numéros d'appel gratuits ont désormais accès à l'application Stop Harcèlement pour nous transmettre les situations de harcèlement qui leur sont signalées :

- le 30 20, opéré par l'EPE-IDF, constitue la plateforme de référence pour le signalement de situations de harcèlement à l'école ;
- le 30 18, opéré par E-Enfance, tiers de confiance des réseaux sociaux, est dédié aux cyberviolences, dont le cyberharcèlement.

Je vous remercie de veiller à ce que les établissements fassent connaître ces deux numéros, ainsi que le 119 pour l'enfance en danger, à la rentrée, notamment par leur inscription dans les cahiers de liaison, dans les ENT par voie d'affichage et lors des séances de sensibilisation qui interviendront en début d'année

Je vous remercie de votre mobilisation dans la lutte contre le harcèlement.

Pour le ministre et par délégation
le directeur général de l'enseignement scolaire



Edouard GEFFRAY